



Journalisme de guerre : retour sur la « crise ivoirienne » de novembre 2004

- L'information - International - Loin d'Afrique (du nord au sud) -



Date de mise en ligne : lundi 29 août 2005

Description :

Nouveaux avatars de l'ethnocentrisme, voire du néocolonialisme, médiatique.

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Ce n'est pas toujours par choix, mais souvent par manque de moyens qu'il nous arrive de négliger des aspects décisifs de la vie des médias (nous exposant d'ailleurs au risque d'être parfois accusés de les passer volontairement sous silence - ce qui ne fait sourire que les plus sereins d'entre nous...).

Ce fut le cas lors de la crise ivoirienne de novembre 2004. Nous sommes alors contraints de nous en remettre, quand nous le pouvons - et nous l'espérons toujours, provisoirement - à d'autres observateurs. En l'occurrence, ce sont l'animateur de l'émission « Arrêt sur images », Daniel Schneidermann et les étudiants de l'IUT en journalisme de Bordeaux II qui nous semblent avoir proposé les observations les plus pertinentes. Extraits précédés d'un bref rappel du contexte.

I. Rappel du contexte

Depuis septembre 2002, une guerre civile oppose en Côte d'Ivoire les Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) du président Laurent Gbagbo, qui contrôlent le sud du pays, à la rébellion des Forces nouvelles (FN) qui contrôle le Nord et le centre.

Un processus de paix était entamé depuis les accords de Linas-Marcoussis en janvier 2003 et ceux d'Accra III en juillet 2004, signé par les deux parties, qui prévoyaient entre autre un partage du pouvoir politique, une réforme du code de la nationalité [\[1\]](#) et un désarmement des milices et des Forces Nouvelles à partir du 15 octobre 2004. L'armée française est présente dans le pays, mandatée depuis février 2004 par l'ONU en tant que « force d'interposition » dans le cadre de l'opération « Licorne » (résolution 1464 du Conseil de Sécurité de L'ONU).

Mais la réforme constitutionnelle a été remise en question par le président Gbagbo (qui évoquait plutôt la possibilité d'un référendum), ce qui remet en cause le désarmement des rebelles des Forces Nouvelles (le président Gbagbo ayant de son côté profité du cessez le feu pour réarmer ses troupes).

La crise éclate le 4 novembre 2004. Laurent Gbagbo rompt la trêve en vigueur depuis mars 2003 et lance une offensive aérienne et terrestre contre les positions des Forces nouvelles. Au cours de l'opération, l'aviation des FANCI bombarde un campement militaire français situé à Bouaké, dans la zone contrôlée par les Forces nouvelles. Le bombardement fait, entre autres, neuf morts parmi les soldats français.

Le gouvernement français ordonne alors la destruction de l'ensemble de la flotte aérienne militaire ivoirienne. Cette réaction déclenche à son tour de violentes émeutes anti-françaises à Abidjan. Il s'en suit un face-à-face meurtrier entre l'armée française et les manifestants ivoiriens. Selon le comité international de la Croix-Rouge, au moins trente ivoiriens auraient été tués et plusieurs centaines blessés ; bilan officiel ivoirien : une soixantaine de morts et plus d'un millier de blessés ivoiriens.

Devant le danger qui menace les 15000 ressortissants français (dont 8000 doubles nationaux), l'armée française tente de sécuriser l'aéroport et d'organiser leur départ pour la France [\[2\]](#).

Ces événements firent l'objet en novembre 2004 d'une intense couverture médiatique.

II. Lu dans *Libération* :

« En Côte-d'Ivoire, le journalisme en uniforme »

Dans sa chronique « Médiatiques » du 12 novembre 2004 (dont l'intégralité mériterait d'être reproduite), Daniel Schneidermann, évoque le traitement réservé par les médias français à la guerre civile ivoirienne [les passages soulignés le sont par nous] :

« **En gros plan, les Français.** Dans la bouche des présentateurs, dans celle de Gilles Leclerc qui interroge Raffarin, les Français. Le malheur des Français, les larmes des Français, les boutiques pillées des Français, les villas des Français, les nains de jardin dans les jardins des Français, les bébés français, les enfants français, les adolescents français, les Français en short qui embarquent dans les avions avec leur pauvre sac de voyage, les Français qui débarquent des avions dans le frimas de novembre, les vivres qui attendent les Français à Roissy, les guichets qui attendent les Français pour porter plainte dès leur arrivée à Roissy, et même les couches-culottes qui attendent à Roissy les bébés français. [...]

Voilà pour le gros plan. Mais regardons l'arrière. **A l'arrière, les Noirs.** [...] **Encore plus à l'arrière, carrément absentes de l'image, les questions.** Pourquoi l'aviation ivoirienne a-t-elle délibérément bombardé une position française ? Qu'est-ce que la France fait là-bas exactement ? Qu'y défend-elle exactement ? Des ressortissants ? Des intérêts ? Une réputation ? Une crédibilité ? Pour quelles raisons tant de soldats français dans ce pays indépendant depuis plus de quarante ans ? Mais ces questions, les images ne les posent pas, n'ont pas à les poser. Ces questions ne seront pas posées par le journal télévisé. [...]

Evidemment, les journalistes français de la télévision ne le font pas exprès. Ils seraient vexés d'être traités de porte-voix du gouvernement français. Evidemment, ce sont surtout les risques du terrain et les mécanismes inconscients de la compassion qui poussent à cette mise en images-là, les Blancs en gros plan, les Noirs en décor. Evidemment, de l'autre côté, on devine sans même l'entendre l'hystérie pousse-au-crime de la propagande de Gbagbo. [...] Mais justement. Raison de plus pour ne pas faire la même chose. Le cancer du mensonge de guerre n'a pas encore commencé à la ronger, avec ses mille métastases de complicités multiformes dans les médias.

Ce n'est qu'un modèle réduit, une maquette très ressemblante. Mais il faut bien l'observer, cette maquette. **Elle permet de comprendre comment, par quel surnois mélange de colère et de lâcheté, de compassion et de solidarité, les journalistes d'un pays peuvent soudain, insensiblement, sans s'en apercevoir, par glissements successifs, un gros plan ici, là un trémolo, se retrouver en uniforme.** »

Le dimanche suivant (14 novembre 2004), l'équipe d'*Arrêt sur images* (France 5) consacre l'émission au même sujet. Puis Daniel Schneidermann y revient à nouveau le mardi suivant dans le traditionnel « chat » avec les internautes de liberation.fr (« Les travers traditionnels du journalisme de guerre », 16.11.2004). Extraits [les passages soulignés le sont par nous] :

« Il est encore un peu tôt [pour parler d'emballlement], mais par exemple, il faut surveiller avec attention l'évolution des accusations de viols commis par des Ivoiriens sur des Françaises. En fin de semaine dernière, tous les médias français évoquaient soudain de nombreux viols. A ma connaissance on en est aujourd'hui, paraît-il, à deux plaintes déposées. C'est évidemment encore trop mais on est loin de la vague que l'on semblait nous indiquer. [...] Il est certain, à la décharge des journalistes français, qu'il ne doit pas être facile de couvrir sur le terrain une manifestation de « jeune patriotes ivoiriens », quand on est français et blanc de surcroît. Mais cela n'explique pas tout. Ainsi dans « Arrêt sur images » de la semaine dernière nous avons passé une séquence dans laquelle l'ambassadeur de Côte-d'Ivoire à l'Onu portait des accusations contre la France en brandissant des photos de morts ivoiriens qu'il présentait comme victimes de l'armée française. Or seul France 3 a diffusé cette séquence, alors que toutes les chaînes l'avaient à leur disposition. **Si ces accusations avaient été portées contre un autre pays que la France, les médias français n'auraient-ils pas été plus audacieux ?** [...] si l'on raisonne exclusivement en terme de calendrier, on peut dire que la mort d'Arafat est bien tombée pour masquer son image néocolonialiste. [...]

J'ai été très choqué par un petit morceau d'interview d'un manifestant d'Abidjan que toutes les chaînes ont diffusé et où on l'entendait dire : « J'ai envie de manger du français. » C'était à l'évidence une plaisanterie mais en deux secondes dans le flot d'un reportage sur les manifestations, je suis certain que des millions de téléspectateurs l'ont pris au pied de la lettre. » [3]

III. Lu dans *L'actu des médias* n°18 (25.11.2004) :

« Temps de guerre, presse patriote »

La chronique et le chat de Daniel Schneidermann constituent les points de départ du dossier (dont le lien est désormais périmé, décembre 2013) sur le traitement médiatique de la « crise en côte d'Ivoire » proposé par le magazine des étudiants de l'IUT de journalisme de Bordeaux III dans leur édition 2005 de *L'actu des médias* (n°18).

« Début novembre 2004, les esprits s'échauffent en Côte d'Ivoire. Les ressortissants français sont menacés. Dans un grand élan de patriotisme, journaux, télévisions et radios donnent la parole à "ceux qui ont tout perdu", rendent hommage à "nos" soldats "morts pour la France". Sur le fond du conflit, pas grand-chose. », résume le chapô.

L'article principal évoque les critiques du chroniqueur de *Libération* sur l'ethnocentrisme du traitement médiatique, et se livre à un exercice critique d'une efficacité redoutable en opposant les certitudes d'un journaliste à la réalité des faits. Extrait :

« Daniel Schneidermann, chroniqueur télé, sur le chat de Libération.fr : "Je crois que dans le traitement de cette crise, nous sommes retombés dans les travers traditionnels du journalisme de guerre, c'est-à-dire la tentation d'épouser le point de vue de son propre pays et la difficulté à adopter un traitement équilibré."

Confronté à cette idée, un journaliste du *Figaro* rétorque : "Que Daniel Schneidermann distribue les bons points, les mauvais points me laisse froid (...) Il est facile de critiquer les médias à Paris, alors que sur le terrain, il y a des gens qui prennent des risques." Rapidement, il s'énerve, il dénonce un entretien "inquisition" mâtiné d'un "tiers-mondisme à la con" avant de... raccrocher. Mais les faits sont là. En une dizaine de jours, le quotidien national a multiplié les titres et articles franco-français au sujet du problème ivoirien. Petite revue de détails :

- 8 novembre : "14 000 Français pris en otage", "L'opération Licorne et les 14000 "otages" français" ;
- 9 novembre : "La grande peur des ressortissants français" ;
- 10 novembre : "Côte d'Ivoire : la haine anti-Français" ;
- 11 novembre : "L'important est de rester en vie" avec en surtitre : "Les derniers soubresauts d'Abidjan pourraient provoquer le départ d'une grande partie de la communauté française" ;
- 12 novembre : "Le récit des violences vécues par les Français à Abidjan" ;
- 13 novembre : "Chirac dénonce des exactions graves", "Abidjan - Les expatriés fuient par la lagune", "Des plaintes pour viol déposées en justice" ;
- 16 novembre : "Pour des rapatriés sous le choc, l'épreuve du retour en France", "Les derniers des Français" ;
- 17 novembre : "Chirac honore le contingent Licorne", "Ces français qui ont décidé de rester" ;
- 19 novembre : "Gbagbo demande aux Français de revenir".

Le Figaro n'a pas été le seul à avoir eu ce réflexe teinté d'ethnocentrisme. Une bonne partie de la presse écrite, des télévisions et des radios a médiatisé, re-médiatisé, sur-médiatisé expatriés et militaires français. Au point d'en oublier les exilés burkinabés quittant en masse la Côte d'Ivoire. » [4]

► Lire l'ensemble de ce très bon dossier (dont tous les liens sont désormais périmés, décembre 2013) :

- « Côte d'Ivoire : un traitement franco », un article de Bastien Brun et Thomas Mankowski (dont est extrait le passage ci-dessus), qui analyse les causes de cet ethnocentrisme au travers des conditions de travail, des impératifs d'audience, des présupposés des journalistes sur l'information et de leur absence de distance critique par rapport au discours officiel.

- « Le patriotisme des médias répond à une attente du public », une interview de Marie-Anne Matard-Bonucci, historienne des médias (propos recueillis par Geneviève Lecointre), qui explique entre autres : « *Je pense que les médias ont souvent une véritable volonté de se placer dans le registre de l'émotion, simplement parce que cela fait vendre. Par exemple, pour le conflit en Côte d'Ivoire, en dehors de R.F.I. rares sont ceux qui ont expliqué les causes profondes politiques et historiques de l'opposition.*

Nous vivons dans une société très manichéenne, dans laquelle il est nécessaire de pouvoir distinguer très vite le bon et le mauvais. [...] Il faut donner au lecteur ou au téléspectateur l'impression que les choses sont simples et faciles, avant qu'il ne referme le journal ou ne fasse taire la télévision. »

- « Le réquisitoire de la presse étrangère », un article instructif de Serge Massau, qui recueille l'avis que quelques correspondants de la presse étrangère.

- « Docteur Chirac et Mister Jacques », par Tanguy Scoazec

[1] L'article 35 de la constitution interdisait jusque là la candidature aux élections présidentielles à toute personne n'étant pas née de deux parents ivoiriens, écartant ainsi du scrutin des candidats de l'opposition.

[2] Sources, à consulter pour plus de détails : un rapide survol dans le « Bilan du monde » (édition 2005) publié par le quotidien *Le Monde*, et surtout le dossier en ligne du [Monde diplomatique](#) et l'article de Jean Nanga, correspondant d'*Inprecor* pour l'Afrique Sub saharienne « Une guerre civile... néocoloniale et française », *Inprecor*, Janvier-Février 2005.

[3] Lire l'intégralité du chat, en ligne sur le site de Libération.fr (lien périmé)

[4] C'est ce néocolonialisme que met également en cause un autre observateur, Jean Nanga. Pour le correspondant d'*Inprecor*, c'est même une véritable « campagne de propagande » qui a été « déclenchée par le chef de l'État lui-même » et « reprise massivement par les médias » : « *Retour des tics de l'ethos impérialiste, des habitus coloniaux, de la supériorité ontologique "blanche" ou française [...]. Aucune compassion pour les familles des victimes civiles ivoiriennes de l'Armée française, dont l'existence a eu de la peine à être évoquée. Les biens pillés des familles et entreprises françaises d'Abidjan ont bénéficié de plus d'attention que les Ivoiriens victimes de l'Armée républicaine française. Celle-ci, par la voix de son porte-parole ne se gênant pas (sur RFI le 10 novembre 2004) pour attribuer ces morts aux FANCI, après que leur Chef d'État-major ait fièrement parlé de ses troupes qui avaient pu "blesser ou tuer quelques personnes" en "faisant preuve d'un très grand sang-froid et d'une maîtrise complète de la violence". [...] La morgue affichée aux sommets de l'État français n'est pas sans relents coloniaux. Pour le ministère français de la Défense, le soir du 6 novembre "nous étions dans une situation insurrectionnelle"... en Côte d'Ivoire. Les insurgés étant, faut-il le rappeler, les partisans du pouvoir ivoirien !* » (Jean Nanga, « [Une guerre civile... néocoloniale et française](#) », *Inprecor*, Janvier-Février 2005).